



L'ONU rappelle l'importance des élections inclusives, paisibles et crédibles pour la stabilité régionale

Libreville (Gabon), 18 mai 2015 – La troisième réunion des Représentants et Envoyés spéciaux du Secrétaire général de l'ONU, des Directeurs régionaux et des Coordonnateurs résidents du Système des Nations Unies en Afrique centrale s'est achevée le 18 mai à Libreville, en présence du Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), M. Ahmad Allam-Mi, et de la Secrétaire générale du Ministère gabonais des Affaires étrangères, de la Francophonie et de l'Intégration régionale, Mme Mireille Nzenze. Cette rencontre qui a duré deux jours, et qui a été organisée par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), a permis de réaffirmer avec insistance l'importance des élections inclusives, paisibles et crédibles pour la stabilité de la région ainsi que pour le développement durable des pays concernés.

Au moment où plusieurs de ces pays s'apprêtent à organiser des élections, les hauts responsables de l'ONU en Afrique centrale ont lancé un appel afin que ces principes soient strictement respectés, pour éviter des débordements et des violences dont les conséquences politiques, socio-économiques, sécuritaires et humanitaires sont désastreuses. Cela inclut l'observation rigoureuse des lois, des constitutions et des accords adoptés de manière consensuelle. « Il faudrait parvenir à mettre en place des dispositifs adéquats pour prévenir ce que beaucoup considèrent de plus en plus comme des coups d'Etat électoraux », résume M. Abdoulaye Bathily, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale, Chef de l'UNOCA. « Il s'agit de doter les Etats de la région d'institutions fortes à même de faire en sorte que les résultats des élections reflètent le ou les choix librement exprimés par le peuple », poursuit-il, en tenant compte des analyses des situations exposées par les participants et en tirant les leçons des tensions que vit le Burundi depuis quelques semaines.

Le Général Babacar Gaye, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA), a évoqué le cas spécifique de la RCA. Il a noté les progrès significatifs enregistrés dans la préparation des présidentielles et des législatives prévues avant la fin de cette année 2015. Il a notamment indiqué que le Forum de réconciliation nationale, tenu du 4 au 11 mai à Bangui, était un tournant décisif dans cet agenda politique. « J'encourage les dirigeants de la Transition, le peuple centrafricain et tous les acteurs de la crise actuelle à tenir les engagements pris dans le cadre de ce Forum. C'est la dernière chance pour sortir définitivement de l'impasse et créer les conditions d'une alternance apaisée », a souligné le Général Babacar Gaye, en plaidant par ailleurs pour la mise en œuvre de l'accord portant sur le désarmement, la démobilisation, la réintégration et la réinsertion (DDRR).

Les recommandations adoptées à l'issue des travaux prévoient la nécessité de continuer à soutenir les acteurs électoraux et à accompagner les processus électoraux dans les pays d'Afrique centrale, y compris en facilitant le dialogue politique et en usant des bons offices du Secrétaire général de l'ONU. Les officiels onusiens ont également décidé de renforcer davantage la coordination et les échanges d'information sur cette question ainsi que sur les autres dossiers relatifs à la paix et à la sécurité. Ils ont aussi mis un accent sur la densification de la coopération avec les organisations régionales, en particulier la CEEAC. Dans ce sens, l'UNOCA a renouvelé sa disponibilité à développer les capacités de cette institution dans le domaine de la médiation et soutenir le travail du Mécanisme d'alerte rapide d'Afrique centrale (MARAC).

En dehors des Représentants spéciaux du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale et pour la RCA, les Coordonnateurs résidents du Système des Nations Unies au Cameroun (Mme Najat Rochdi), en Guinée équatoriale (Mme Coumba Mar Gadio), au Congo (M. Anthony Ohemeng-Boamah), au Gabon (Mme Marie-Evelyne Petrus-Barry), à Sao Tomé et Príncipe (Jose Xavier Salema) et le Directeur pays du PNUD au Rwanda (M. Auke Lootsma) ont activement pris part à la réunion de Libreville. Le Bureau de l'ONU auprès de l'Union africaine (UNOAU), le Bureau de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Sahel, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) et le Coordonnateur de l'Equipe d'appui inter-pays pour l'Afrique centrale de l'OMS étaient également représentés ainsi que la Division d'assistance électorale du Département des Affaires politiques de l'ONU.